

Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux

Convention collective de travail du 10 décembre 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux agréés par la Communauté flamande.

CHAPITRE IER - CADRE JURIDIQUE

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, et en application de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

CHAPITRE II - CHAMP D'APPLICATION

Article 2.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs des entreprises de travail adapté, agréées par le Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap et les ateliers sociaux ressortissant à la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux et aux travailleurs qu'ils occupent.

CHAPITRE III - DEFINITIONS

Article 3.

Par.1^{er}

Par travailleurs, on entend aussi bien les travailleurs masculins que féminins, ouvriers que employés, valides que moins valides.

Par.2

Par "parties", on entend les organisations patronales et syndicales qui ont signé la présente convention collective de travail.

Par.3

Par "groupement d'entreprises", on entend les groupements prévus au chapitre VI, article 8, de la présente convention collective.

Par.4

Par "comité restreint", on entend le comité qui est composé des porte-parole ou de leurs délégués, des organisations signataires.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

18 -12- 2002

21 -02- 2003

65.541/001327

Par.5

Par "Fonds Maribel social", on entend le fonds institué sur la base de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence et auquel la gestion des sommes mutualisées des réductions de cotisations est attribuée suivant les modalités fixées par l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002.

Pour les employeurs et les travailleurs visés à l'article 2, il s'agit du fonds institué par la convention collective de travail du 10 décembre 2002.

SECTION Ière - ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTÉ FLAMANDES

CHAPITRE IV - RÉDUCTION DES COTISATIONS PATRONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**Article 4.**

Par. 1^{er}. La présente CCT remplace la CCT du 18 décembre 2000 portant des mesures en faveur de l'emploi dans les entreprises de travail protégé et la CCT du 10 septembre 2001 portant des mesures en faveur de l'emploi dans les entreprises de travail protégé agréées par la Communauté flamande.

Par. 2. Tous les employeurs des entreprises de travail adaptés qui ont adhéré à 1 des CCT visées à l'article 4, §1^{er} sont considérés comme adhérant automatiquement à la présente nouvelle CCT.

Article 5.

Dans le cas d'un accroissement net de l'emploi et d'un accroissement du volume de travail total, le secteur peut bénéficier d'une réduction des cotisations patronales de sécurité sociale, comme le prévoit l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002.

Article 6.

Par 1^{er}. La réduction de cotisations patronales comme prévue à l'article 4 s'élève à 288,18 EUR par travailleur occupé au moins à 22% par trimestre. Cf. article 2, §1^{er} de l'Arrêté royal du 18 juillet 2002.

Par. 2. En dérogation au §1^{er}, dans le secteur des entreprises de travail adapté, les réductions de cotisations équivalant à 241,70 EUR par trimestre ne doivent pas obligatoirement servir au financement d'emplois supplémentaires. Cf. article 49 de l'Arrêté royal du 18 juillet 2002.

CHAPITRE V - TRAVAILLEURS SUBSIDIÉS ET NON SUBSIDIÉS**Article 7.**

Dans le secteur des entreprises de travail adapté, la répartition entre travailleurs subsidies et travailleurs non subsidies est la suivante :

- 4
- 85% subsidies ;
 - 15% non subsidies.

CHAPITRE VI - ENGAGEMENT EN MATIÈRE D'EMPLOI

Article 8.

Les parties signataires s'**engagent** à faire un effort supplémentaire pour l'emploi de façon qu'il y ait dans le secteur un accroissement net de l'**emploi** d'au moins le produit de la réduction de cotisations et du volume d'emploi total, comparé à l'emploi et au volume de travail du trimestre civil correspondant de l'année de référence, fixée par le Ministre de l'Emploi et le Ministre des Affaires sociales.

Article 9.

L'accroissement net de l'emploi ainsi que l'augmentation du volume de travail comme prévu aux articles 4 et 5 de la présente convention doit être réalisé au niveau;

- du secteur des entreprises de travail adapté;
- ou du groupement d'entreprises qui adhèrent à la présente convention;
- ou de l'entreprise individuelle qui adhère à la présente convention;

Article 10.

L'accroissement net est calculé suivant les dispositions prévues à l'article 53 de l'arrêté royal du 18 décembre 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand.

Article 11.

Pour le calcul de l'accroissement net du nombre de travailleurs, le montant trimestriel équivalent à l'embauche d'un travailleur équivalent temps plein supplémentaire est calculé sur la base du coût salarial réel, avec un maximum de :

- 7.883,01 EUR pour une fonction non subsidiée de l'encadrement;
- 5.255,34 EUR pour une fonction non subsidiée dans la production;
- 5.255,34 EUR pour une fonction subsidiée de personnel d'encadrement;
- 2.107,10 EUR pour une fonction subsidiée (**P/H**) dans la production;
- 743,68 EUR pour une fonction subsidiée (**P/H** avec le statut de faible) dans la production.

Article 12.

N'est pas considéré comme travailleur nouvellement engagé en application de l'article 4, par. 2 de l'arrêté royal susmentionné :

- le travailleur engagé dans le cadre du plan d'embauché, visé dans la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, pendant la période de la réduction de cotisations;
- le travailleur engagé dans le cadre des dispositions du chapitre VII du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988, pendant la période de dispense de cotisations patronales;

- le travailleur engagé à la suite d'une fusion ou d'une reprise d'une autre institution ou à la suite d'un transfert au sein d'institutions relevant d'un même groupe;

- le travailleur engagé dans le cadre de l'arrêté royal no.474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux.

- le travailleur engagé dans le cadre de l'article 60, par. 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale en exécution de l'article 33 de la loi du 22 décembre 1995 portant des mesures visant à exécuter le plan pluriannuel pour l'emploi, modifiée par la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales;

- le jeune occupé dans le cadre de l'arrêté royal no.495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes;

- le travailleur engagé dans le cadre de l'arrêté royal du 24 février 1997 contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi en application des articles 7, par. 2, 30, par. 2, et 33 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité et de ses arrêtés d'exécution;

- le travailleur engagé dans le cadre du chapitre II du Titre III de la loi-programme du 30 décembre 1988;

- le travailleur engagé dans le cadre de l'arrêté royal du 9 juin 1997 d'exécution de l'article 7, par. 1er, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif aux programmes de transition professionnelle;

- le travailleur engagé dans le cadre de l'arrêté royal du 8 août 1997 d'exécution de l'article 7, par. 1er, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatifs à la réinsertion professionnelle des chômeurs de longue durée.

- le travailleur engagé à la suite d'une augmentation des subventions et/ou du financement octroyés par l'autorité compétente.

CHAPITRE VII - DISPOSITION SPECIFIQUE

Article 13.

Le Fond reçoit de l'Office National de Sécurité Sociale la totalité du produit de la réduction des cotisations auxquelles peuvent prétendre les employeurs, conformément aux dispositions légales.

Le Fonds formule les propositions d'attribution des emplois aux institutions conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et selon les modalités prévues au chapitre X de la présente convention.

CHAPITRE VIII - PROCEDURE D'ADHESION

Article 14.

Par. 1. Les employeurs relevant du secteur des entreprises de travail adapté agréées par la Communauté flamande peuvent adhérer à la présente convention collective de travail.

Par. 2. A cet effet, ils doivent, avant la fin du premier mois du trimestre de son entrée en vigueur, transmettre, par lettre recommandée au Fonds social, un acte d'adhésion. Cette lettre contiendra une description circonstanciée des engagements pour l'emploi, et ce, selon le modèle qui sera élaboré à cette fin par le Fonds social.

Par. 3. Une copie de l'acte d'adhésion mentionnée aux articles 26 et 27 de la présente convention collective de travail sera transmise pour information et pour approbation au conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale.

Si aucun de ces organes de concertation n'est présent dans l'institution, la procédure suivante s'applique :

- la demande doit être affichée pendant une période de 14 jours en un lieu accessible à tous les membres du personnel et être signée par au moins 50 p.c. des membres du personnel comme mentionné dans la déclaration "O.N.S.S." du trimestre précédant celui de l'introduction de la demande.

Le cas échéant, le personnel peut présenter d'éventuelles objections via un secrétaire régional d'une des organisations représentatives des travailleurs représentées au sein de la commission paritaire :

- le jour où l'employeur affiche la demande en application du tiret précédent, il transmet copie de la demande aux secrétaires régionaux des organisations représentatives des travailleurs qui sont représentées au sein de la commission paritaire;
- à l'issue de la période d'affichage de 14 jours et à défaut d'objections, la demande est transmise au Fonds social.

Par. 4. Les ateliers protégés qui, en raison de la taille de l'entreprise, ne peuvent ou ne désirent pas adhérer comme atelier individuel peuvent adhérer en tant que groupement de

plusieurs ateliers. Ils doivent à cet effet faire usage du modèle d'adhésion qui sera élaboré à ces fins par le Fonds social. Toutes les dispositions et les engagements de la présente convention collective de travail seront de fait applicables au groupement d'ateliers

Lorsque l'acte de candidature est introduit par un groupement d'employeurs, les dispositions suivantes sont appliquées :

- un acte de candidature doit être établi au nom de chacun des employeurs constituant le groupement d'employeurs et au nom du groupement;
- la procédure décrite aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 du présent article doit être suivie au niveau de chaque institution participant au groupement;
- l'organe de concertation de chaque institution composant le groupement reçoit copie de l'acte de candidature établi au nom du groupement et de celui établi au nom de l'institution;
- lorsque l'acte de candidature doit être affiché en application du paragraphe 3 du présent article, l'acte de candidature établi au nom du groupement et celui établi au nom de l'institution doivent être affichés et copie des différents actes de candidature doit être transmise aux secrétaires régionaux des organisations représentatives des travailleurs qui sont représentées au sein de la commission paritaire.

Article 15.

Le président du Fonds maribel social, ou son mandataire, présente l'acte d'adhésion au conseil d'administration du Fonds, dans un délai de 30 jours. A défaut de remarques, le président envoie l'acte d'adhésion pour approbation définitive au ministre fédéral de l'Emploi et du Travail, au ministre des Affaires sociales, au ministre compétent du Gouvernement flamand, qui confirme l'approbation au Fonds social, et à l'employeur.

Article 16.

Le Conseil d'administration des fonds élabore le modèle de l'acte d'adhésion.

CHAPITRE IX - CALENDRIER EN MATIERE D'EMBAUCHES SUPPLEMENTAIRES

Article 17.

Les nouvelles embauches et l'accroissement du volume de travail sont réalisés à partir du premier jour du trimestre suivant la date d'approbation de l'adhésion. Les employeurs concernés doivent procéder, avant la fin du trimestre susmentionné, à au moins 50 % des embauches prévus et à une augmentation d'au moins 25 % du volume de travail prévu et, pour le dernier jour du trimestre suivant, à 100 % des embauches prévus et au moins 75 % du volume de travail prévu.

CHAPITRE X - FONCTIONS PRISES EN CONSIDERATION POUR L'EMPLOI SUPPLEMENTAIRE

Article 18.

Lors d'embauches, la priorité sera donnée à des fonctions qui :

- réduisent la pression du travail, en particulier auprès du personnel responsable de l'encadrement;
- contribuent à l'encadrement social et commercial;
- améliorent l'organisation du travail;
- visent le renforcement de l'emploi de personnes faibles;
- améliorent l'adaptation ergonomique des postes de travail;
- améliorent l'intensité et la qualité des soins et des services;
- entraînent un agrandissement du groupe cible P/H.

Article 19.

Les fonctions prises en considération pour des embauches supplémentaires peuvent être définies comme suit :

*** Personnel d'encadrement :**

- le personnel appartenant aux 5 catégories telles que fixées au chapitre 3 de la convention collective de travail du 21 novembre 1997 relative à la classification des fonctions pour certains membres du personnel dans les entreprises de travail adapté, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux.

*** Personnel de production :**

- le personnel appartenant aux 5 catégories de fonctions telles que fixées à l'article 2 de la convention collective de travail du 17 janvier 1997 relative aux catégories de fonctions et les salaires minimums des travailleurs handicapés, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux.

*** Travailleurs non subsidies de la production.**

CHAPITRE XI - GARANTIES EN MATIÈRE D'AFFECTION DE LA RÉDUCTION DES COTISATIONS O.N.S.S. POUR L'EMPLOI

Article 20.

En application de l'arrêté royal du 18 juillet 2002, chaque employeur transmettra tous les six mois un rapport au Fonds social auquel il relève.

4

Le non-respect de ces dispositions peut être considéré comme une infraction pouvant entraîner des sanctions comme prévu à l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Article 21.

Ce rapport doit contenir au moins les données suivantes :

- l'emploi total exprimé en personnes et en heures rémunérées pour le trimestre de référence et pour le trimestre concerné;
- le produit de la réduction des cotisations;
- le relevé des travailleurs qui ont été engagés suite à la réduction des cotisations, avec mention de leur fonction, le nombre de personnes occupées à temps partiel exprimé en personnes et le nombre de travailleurs subsidiaires exprimé en équivalents temps plein.

Le Fonds maribel social est habilité à demander des renseignements supplémentaires.

Un modèle de ce rapport semestriel sera élaboré par le Fonds maribel social.

Article 22.

Le rapport susmentionné sera discuté au sein du conseil d'entreprise ou, à défaut, avec la délégation syndicale. Il doit être signé pour approbation par les délégués des travailleurs appartenant aux organisations syndicales représentées au sein de la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux.

Au cas où il s'agirait d'un rapport relatif à un groupement d'ateliers, il doit être signé par les responsables régionaux ou, le cas échéant, nationaux des organisations syndicales représentées au sein de la commission paritaire.

Article 23.

En outre, chaque atelier protégé ou chaque groupement d'ateliers adhérant à la présente convention collective de travail transmet au Fonds maribel social un état trimestriel de prestations comprenant les copies des contrats de travail des travailleurs nouvellement engagés.

Ces états trimestriels de prestations doivent être en possession du Fonds social au plus tard 14 jours après la date ultime d'introduction de la déclaration O.N.S.S.

Après réception par le Fonds social du contrat de travail conclu soit avec le membre du personnel nouvellement engagé, soit avec le personnel dont le temps d'occupation est étendu, les avances sont versées trimestriellement.

Un modèle de ce rapport trimestriel sera élaboré par le Fonds social.

Article 24.

En outre, chaque atelier protégé ou chaque groupement d'ateliers adhérant à la présente convention collective de travail transmettra au Fonds maribel social une déclaration sur l'honneur que le travailleur pour lequel il reçoit une intervention du Fonds, n'appartient pas à une des catégories énumérées dans ladite réglementation.

Un modèle de cette déclaration sur l'honneur sera élaboré par le Fonds social.

CHAPITRE XII - PERSONNEL A TEMPS PLEIN ET PERSONNEL A TEMPS PARTIEL

Article 25.

En matière de répartition des embauches entre travailleurs à temps partiel et travailleurs à temps plein, les parties conviennent de maintenir la proportion actuelle entre travailleurs à temps partiel et travailleurs à temps plein.

CHAPITRE XIII - DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES AU TRAVAIL À TEMPS PARTIEL

Article 26.

Pour les travailleurs engagés en application de la présente convention collective de travail et qui sont occupés dans plusieurs ateliers protégés, la durée de travail peut être inférieure à un tiers de la durée de travail hebdomadaire des travailleurs occupés à temps plein appartenant à la même catégorie dans l'atelier et ce, en application de la dérogation stipulée à l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

SECTION II - ATELIERS SOCIAUX

CHAPITRE XIV - RÉDUCTION DES COTISATIONS PATRONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Article 27.

Les employeurs visés à l'article 2 s'engagent, comme fixé à l'article 32, à faire un effort supplémentaire pour l'emploi, sous la forme d'un accroissement net du nombre de travailleurs d'au moins le produit de la réduction de cotisations, fixée à l'article 2 de l'arrêté royal et de l'augmentation proportionnelle du volume de travail total, comparé à l'emploi et au volume de travail du trimestre civil correspondant de l'année de référence, fixée par le Ministre de l'Emploi et le Ministre des Affaires sociales.

Article 28.

La réduction de cotisations patronales comme prévue à l'article 28 s'élève à 288,18 EUR par travailleur occupé au moins à ~~22%~~ par trimestre. Cf. article 2, §1^{er} de l'Arrêté royal du 18 juillet 2002.

50 ~~4~~

CHAPITRE XV - PERCEPTION ET AFFECTATION DE LA REDUCTION DE COTISATION**Article 29.**

Les parties conviennent de charger respectivement Fonds maribel social de la perception, du contrôle et de la gestion du produit intégral de la réduction de cotisations visée par l'article 28 et de son affectation aux objectifs énoncés audit article.

Article 30.

Par. 1. Les employeurs qui réaliseront des embauches nettes et un accroissement proportionnel du volume de travail total, devront informer le Fonds maribel social au préalable de leur adhésion. Cela se fera par un acte d'adhésion contenant au moins une description circonstanciée des engagements en matière d'emploi pris par l'employeur et traduisant l'accord des parties.

Le modèle de l'acte d'adhésion est fixé par le fonds maribel social.

Par. 2. Le Fonds maribel social fixe la procédure de demande et d'attribution d'emploi supplémentaire. Les délais d'embauché sont ceux fixés par l'Arrêté royal du 18 juillet 2002.

Par. 3. L'augmentation nette et l'accroissement proportionnel du volume de travail total sont calculés suivant les dispositions prévues par l'article 53 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Par. 4. L'intervention du Fonds maribel social, en faveur de l'employeur s'élève à 31.532,06 EUR au maximum par an et par travailleur supplémentaire embauché à titre d'unité équivalente à temps plein.

Article 31.

Les embauches nettes doivent répondre aux conditions suivantes :

- le pourcentage de travailleurs à temps partiel peut être inférieur à 25% du nombre total d'embauchés supplémentaires, le secteur fonctionnant avec des groupes cibles spécifiques;
- l'attribution des nouvelles fonctions se fait en fonction de la réduction de la pression du travail du personnel déjà présent.

Ne sont pas considérés comme travailleurs nouvellement embauchés :

- le travailleur engagé à la suite d'une fusion ou d'une reprise d'une autre institution ou à la suite d'un transfert au sein d'institutions relevant d'un même groupe;
- le travailleur engagé dans le cadre de l'arrêté royal du 24 février 1997 contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi en application des articles 7,

par. 2, 30, par. 2, et 33 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité

Article 32.

Par. 1. En application de l'arrêté royal du 18 juillet 2002, chaque employeur transmettra tous les six mois un rapport au Fonds maribelsocial.

Le non-respect de ces dispositions peut être considéré comme une infraction pouvant entraîner des sanctions comme prévu à l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Les données que le rapport doit contenir sont définies par le Fonds maribel social et communiquées à l'employeur. Un modèle de ce rapport semestriel sera élaboré par le Fonds maribel social.

Le rapport susmentionné sera discuté au sein du conseil d'entreprise ou, à défaut, avec la délégation syndicale. Il doit être signé pour approbation par les délégués des travailleurs appartenant aux organisations syndicales représentées au sein de la Commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux.

Si aucun de ces organes de concertation n'est présent dans l'institution, une copie du rapport semestriel doit être envoyée aux représentants des organisations syndicales représentées au sein du fonds maribel social.

En outre, chaque atelier social adhérant à la présente convention collective de travail transmet au Fonds maribel social un état trimestriel de prestations comprenant les copies des contrats de travail des travailleurs nouvellement engagés.

Ces états trimestriels de prestations doivent être en possession du Fonds social au plus tard 14 jours après la date ultime d'introduction de la déclaration O.N.S.S.

Après réception par le Fonds social du contrat de travail conclu soit avec le membre du personnel nouvellement engagé, soit avec le personnel dont le temps d'occupation est étendu, les avances sont versées trimestriellement.

Un modèle de ce rapport trimestriel sera élaboré par le Fonds social.

CHAPITRE XVI - DUREE DE VALIDITE

Article 33.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux.

Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen

A

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2002 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de ~~Vlaamse~~ beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen erkend door de Vlaamse Gemeenschap.

HOOFDSTUK I - JURIDISCH KADER

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en in toepassing van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

HOOFDSTUK II - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 2.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers van de beschutte werkplaatsen, erkend door het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap, en de sociale werkplaatsen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen en op de werknemers die zij tewerkstellen.

HOOFDSTUK III - DEFINITIES

Artikel 3.

§ 1. Onder werknemers worden zowel de mannelijke als vrouwelijke werknemers, zowel de arbeiders als de bedienden, validen als personen met een handicap verstaan.

§ 2. Onder "partijen" worden de werkgevers- en vakorganisaties verstaan die deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben ondertekend.

§3. Onder "groepering van ondernemingen" worden de groeperingen verstaan waarin voorzien is in hoofdstuk VI, artikel 8, van deze collectieve overeenkomst.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

18/12/2002

21-02-2003

65-541/61324

NR.
N°

§4. Onder "beperkt comité" wordt het comité verstaan dat bestaat uit de woordvoerders of hun afgevaardigden van de ondertekenende organisaties.

§5. Onder "Sociaal Maribel Fonds" verstaat men het fonds dat opgericht werd op basis van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid en aan welk het beheer van de gemutualiseerde opbrengst van de bijdragevermindering wordt toegekend volgens de modaliteiten bepaald in het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

Voor de werkgevers en de werknemers zoals bepaald in artikel 2 is dit het fonds opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2002.

AFDELING I -VLAAMSE BESCHUTTE WERKPLAATSEN

HOOFDSTUK IV - VERMINDERING VAN DE WERKGEVERSBIJDRAGEN VOOR DE SOCIALE ZEKERHEID

Artikel 4.

§1. Deze CAO treedt in de plaats van de CAO van 18 december 2000 houdende "maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de beschutte werkplaatsen" en van de CAO van 10 september 2001 betreffende "maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de ondernemingen voor beschutte tewerkstelling erkend door de Vlaamse Gemeenschap.

§2. Al de werkgevers beschutte werkplaatsen die toegetreden zijn tot 1 van de CAO's vermeld in artikel 4, §1, worden automatisch beschouwd als toegetreden tot deze nieuwe CAO.

Artikel 5.

In het geval van een netto toename van de tewerkstelling en van een toename van het totale arbeidsvolume, kan de sector een vermindering genieten van de werkgeversbijdragen aan de sociale zekerheid, zoals bepaald in het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

Artikel 6.

§1. De vermindering van de werkgeversbijdragen waarvan sprake in artikel 4, bedraagt 288,18 EUR per werknemer die ten minste 22% tewerkgesteld is en per kwartaal. Cfr. artikel 2 §1 van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

§2. In afwijking van §1 worden voor de beschutte werkplaatsen de bijdrageverminderingen die overeenstemmen met 241,70 EUR per kwartaal vrijgesteld van de verplichte aanwending voor financiering van bijkomende tewerkstelling. Cfr. artikel 49 van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

HOOFDSTUK V - GESUBSIDIEERDE EN NIET GESUBSIDIEERDE WERKNEMERS

Artikel 7.

In de sector van de beschutte werkplaatsen is de verdeling tussen gesubsidieerde en niet gesubsidieerde werknemers de volgende:

- 85 pct. wordt gesubsidieerd;
- 15 pct. wordt niet gesubsidieerd.

HOOFDSTUK VI - VERBINTENIS INZAKE TEWERKSTELLING

Artikel 8.

De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe om een bijkomende inspanning te doen voor de tewerkstelling, zodanig dat er in de sector een netto toename is van de tewerkstelling van tenminste de opbrengst van de bijdragevermindering en van het totale tewerkstellingsvolume, vergeleken met de tewerkstelling en het tewerkstellingsvolume van het overeenstemmende kalenderkwartaal van het referentiejaar bepaald door de Minister van Tewerkstelling en de Minister van Sociale Zaken.

Artikel 9.

De netto toename van de tewerkstelling alsook de verhoging van het arbeidsvolume, zoals bepaald in artikels 4 en 5 van deze overeenkomst moet worden gerealiseerd op het niveau:

- van de sector van de beschutte werkplaatsen;
- ofwel van de groepering van ondernemingen die toetreden tot deze overeenkomst.
- ofwel van de individuele onderneming die toetreedt tot deze overeenkomst;

Artikel 10.

De netto toename wordt berekend volgens de bepalingen van artikel 53 van het koninklijk besluit van 18 december 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Artikel 11.

Voor de berekening van de netto-toename van het aantal werknemers wordt het bedrag per

kwartaal dat gelijkstaat met de aanwerving van één voltijds equivalent bijkomende werknemer berekend op basis van de reële loonkost met een maximum van:

- 7.883,01 EUR voor een niet-gesubsidieerde functie in de omkadering;
- 5.255,34 EUR voor een niet-gesubsidieerde functie in de productie;
- 5.255,34 EUR voor een gesubsidieerde functie omkaderingspersoneel;
- 2.107,10 EUR voor een gesubsidieerde functie (P/H) in de productie;
- 743,68 EUR voor een gesubsidieerde functie (P/H met het statuut van zwakke) in de productie.

Artikel 12.

Wordt niet beschouwd als nieuw aangeworven werknemer:

- de werknemer, aangeworven in het kader van het banenplan, bedoeld in de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, gedurende de periode van de bijdragevermindering;
 - de werknemer aangeworven in het kader van de bepalingen van hoofdstuk VII van titel III van de programmawet van 30 december 1988, tijdens de periode van vrijstelling van werkgeversbijdragen;
 - de werknemer aangeworven ten gevolge van een fusie of een overname van een andere instelling of ingevolge een transfer binnen instellingen die tot dezelfde groep behoren;
 - de werknemer, aangeworven in het kader van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen;
 - de werknemer, tewerkgesteld in het kader van artikel 60 par. 7 van de organieke wet van 8 juli 1976 van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ter uitvoering van artikel 33 van de wet van 22 december 1995 houdende maatregelen tot uitvoering van het meerjarenplan voor de werkgelegenheid, gewijzigd bij de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen;
 - de jongere tewerkgesteld in het kader van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor jongeren van 18 tot 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren;
 - de werknemer aangeworven in het kader van het koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden in toepassing van de artikelen 7, §2, 30, §2 en 33 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen en zijn uitvoeringsbesluiten;
 - de werknemer aangeworven in het kader van hoofdstuk II van titel III van de programmawet van 30 december 1988;
 - de werknemer aangeworven in het kader van het koninklijk besluit van 9 juni 1997 tot
-

uitvoering van artikel 7, par. 1, 3^{de} lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der werknemers betreffende de doorstromingsprogramma's;

- de werknemer die in dienst genomen is in het kader van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 tot uitvoering van artikel 7 par. 1, 3^{de} lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der werknemers betreffende de herinschakeling van de langdurig werklozen in het beroepsleven;
- de werknemer die in dienst genomen is ingevolge een verhoging van de subsidiëring en/of financiering toegekend door de bevoegde autoriteit.

HOOFDSTUK VII - SPECIFIEKE BEPALING

Artikel 13.

Het fonds ontvangt van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid de totale opbrengst van de bijdragevermindering waar zij kunnen van genieten zoals voorzien in de wettelijke bepalingen.

Het fonds formuleert de voorstellen tot toewijziging van de banen aan de instellingen overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002 en volgens de modaliteiten bepaald in hoofdstuk X van deze overeenkomst.

HOOFDSTUK VIII - TOETREDINGSPROCEDURE

Artikel 14.

§1. De werkgevers, behorende tot de sector van de Vlaamse beschutte werkplaatsen, kunnen toetreden tot onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

§2. Zij dienen hiertoe, voor het einde van de eerste maand van het trimester van zijn inwerkingtreden, een toetredingsakte per aangetekend schrijven over te maken aan het Sociaal Fonds. Dit schrijven omvat een omstandige omschrijving van de tewerkstellingsverbintenissen, en dit volgens het model dat hiertoe zal uitgewerkt worden door het Sociaal Fonds.

§3. Een afschrift van de toetredingsakte, vermeld onder artikel 26 en 27 van deze overeenkomst, wordt ter informatie en ter goedkeuring overgemaakt aan de ondernemingsraad, of bij ontstentenis aan de vakbondsafvaardiging.

Als geen enkel van deze overlegorganen aanwezig is in de instelling, is de volgende procedure van toepassing:

- de aanvraag moet worden aangeplakt tijdens een periode van 14 dagen op een plaats die toegankelijk is voor alle personeelsleden en worden ondertekend door ten minste 50 pct. van de personeelsleden zoals vermeld in de RSZ-aangifte van het kwartaal dat

voorafgaat aan dat van de indiening van de aanvraag;

- in voorkomend geval mag het personeel eventuele bezwaren indienen via een gewestelijk secretaris van één van de representatieve werknemersorganisaties die vertegenwoordigd is in het paritair comité;
- de dag waarop de werkgever de aanvraag aanplakt met toepassing van het vorige streepje, bezorgt hij een kopie van de aanvraag aan de gewestelijke secretarissen van de representatieve werknemersorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het paritair comité;
- na de aanplakperiode van 14 dagen en bij gebreke aan bezwaren, wordt de aanvraag aan het Sociaal Fonds bezorgd.

§4. Beschutte werkplaatsen die, gezien de grootte van hun onderneming, niet kunnen of wensen toe te treden als individuele werkplaats, kunnen als groepering van meerdere werkplaatsen toetreden. Zij dienen hiervoor gebruik te maken van het toetredingsmodel dat hiertoe zal uitgewerkt worden door het Sociaal Fonds. Alle bepalingen en verbintenissen van deze overeenkomst zijn de facto van toepassing op de groepering van werkplaatsen.

Wanneer de akte van kandidaatstelling wordt ingediend door een groepering van werkgevers, worden de volgende bepalingen toegepast:

- een akte van kandidaatstelling moet worden opgesteld namens elk van de werkgevers die de groepering van werkgevers vormen en namens de groepering;
- de procedure omschreven in de paragrafen 1, 2 en 3 van dit artikel moet worden gevolgd op het niveau van elke instelling die deelneemt aan de groepering;
- het overlegorgaan van elke instelling die deel uitmaakt van de groepering ontvangt een kopie van de akte van kandidaatstelling die is opgesteld namens de groepering en van die welke is opgesteld namens de instelling;
- wanneer de akte van kandidaatstelling moet worden aangeplakt met toepassing van §3 moet de akte van kandidaatstelling die is opgesteld namens de groepering en die welke is opgesteld namens de instelling worden aangeplakt en een kopie van de verschillende akten van kandidaatstelling moet worden bezorgd aan de gewestelijke secretarissen van de representatieve werknemersorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het paritair comité.

Artikel 15.

De voorzitter van het Sociaal Maribel Fonds, of zijn aangestelde legt de toetredingsakte, binnen een termijn van 30 dagen voor aan de Raad van Beheer van het fonds. Bij ontstentenis van opmerkingen zendt de voorzitter de toetredingsakte door ter definitieve goedkeuring aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en aan de Minister van Sociale Zaken en de bevoegde minister van de Vlaamse regering, die deze bevestigt aan het Sociaal Fonds en aan de werkgever.

Artikel 16.

De Raad van Bestuur van de fondsen werkt het model uit van de akte van kandidaatstelling.

HOOFDSTUK IX - TIJDSHEMA INZAKE BIJKOMENDE AANWERVINGEN**Artikel 17.**

De nieuwe aanwervingen en de toename van het arbeidsvolume worden gerealiseerd vanaf de eerste dag van het kwartaal dat volgt op de datum van goedkeuring van de toetreding. De betrokken werkgevers moeten voor het einde van het bovenvermeld kwartaal overgaan tot minstens 50 % van de voorziene aanwervingen en tot een verhoging van minstens 25 % van het voorziene arbeidsvolume en tegen de laatste dag van het volgend kwartaal tot 100 % van de vooropgestelde aanwervingen en minstens 75 % van het voorziene arbeidsvolume.

HOOFDSTUK X - FUNCTIES DIE IN AANMERKING KOMEN VOOR BIJKOMENDE TEWERKSTELLING**Artikel 18.**

Bij de aanwervingen zal voorrang gegeven worden aan functies die:

- de werkdruk verlagen, in het bijzonder bij het personeel dat instaat voor de omkadering;
- bijdragen tot de sociale en commerciële omkadering;
- de verbetering van de arbeidsorganisatie;
- gericht zijn op het versterken van de tewerkstelling van zwakkeren;
- de ergonomische aanpassing van de werkposten bevorderen;
- de intensiteit en de kwaliteit van de zorg en de dienstverlening verbeteren;
- een vergroten van de doelgroep personen met een handicap tot gevolg hebben.

Artikel 19.

De functies die in aanmerking komen voor de bijkomende aanwervingen worden als volgt bepaald:

- omkaderingspersoneel:

personeel behorende tot de 5 categorieën zoals vastgelegd in hoofdstuk 3 van de

collectieve arbeidsovereenkomst van 21 november 1997 betreffende de functieclassificatie voor sommige personeelsleden in de ondernemingen voor beschutte tewerkstelling, afgesloten in het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen.

- productiepersoneel:

personeel dat behoort tot de 5 functiecategorieën die vastgesteld zijn in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 januari 1997 betreffende de functiecategorieën en de minimumlonen van werknemers met een handicap, gesloten in het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen.

- niet gesubsidieerde werknemers van de productie.

HOOFDSTUK XI - WAARBORGEN INZAKE AANWENDING VAN DE RSZ BIJDRAGEVERMINDERING VOOR DE TEWERKSTELLING

Artikel 20.

Met toepassing van het koninklijk besluit van 18 juli 2002, zal elke werkgever om de zes maanden een verslag aan het Sociaal Maribel Fonds bezorgen.

Het niet respecteren van deze bepaling kan gezien worden als een inbreuk die kan leiden tot sancties zoals voorzien in het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

Artikel 21.

Dit verslag moet voor ieder kwartaal minstens volgende gegevens bevatten:

- de totale tewerkstelling uitgedrukt in personen en bezoldigde uren voor het referentiekwartaal en voor het betrokken kwartaal
- de opbrengst van de bijdragevermindering
- de vermelding welke werknemers er aangeworven zijn ten gevolge van de bijdragevermindering, met vermelding van hun functie, het aantal deeltijds tewerkgestelden uitgedrukt in personen en het aantal gesubsidieerde werknemers uitgedrukt in voltijds equivalenten;

Het sociaal maribel fonds mag bijkomende informatie vragen.

Een model van dit semestrieel verslag wordt uitgewerkt door het sociaal maribel fonds.

Artikel 22.

Voormeld verslag zal in de ondernemingsraad, of bij ontstentenis, met de

vakbondsafvaardiging worden besproken. Het dient ter goedkeuring ondertekend te worden door de werknemersafgevaardigden behorende tot de syndicale organisaties die in het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen vertegenwoordigd zijn.

In geval het een verslag betreft met betrekking tot een groepering van werkplaatsen dient het ter goedkeuring ondertekend te worden door de regionale, of in voorkomend geval nationale verantwoordelijken van de syndicale organisaties die in het paritair comité vertegenwoordigd zijn.

Artikel 23.

Daarnaast bezorgt iedere beschutte werkplaats of iedere groepering van werkplaatsen die toetreedt tot deze collectieve arbeidsovereenkomst een trimestriële prestatiestaat aan het Sociaal Maribel Fonds met daarbij de kopies van de arbeidsovereenkomst van nieuw aangeworven werknemers.

Deze trimestriële prestatiestaten dienen uiterlijk 14 dagen na de uiterste indieningsdatum van de RSZ-aangifte in het bezit van het Sociaal Fonds te zijn.

Na ontvangst, door het Sociaal Fonds, van de arbeidsovereenkomst, gesloten met ofwel het nieuw aangeworven bijkomend personeelslid, ofwel met het personeel waarvan de tewerkstellingstijd uitgebreid wordt, worden de voorschotten per kwartaal uitgekeerd.

Een model van dit trimestrieel verslag wordt uitgewerkt door het Sociaal Fonds.

Artikel 24.

Daarnaast bezorgt iedere beschutte werkplaats of iedere groepering van werkplaatsen die toetreedt tot deze collectieve arbeidsovereenkomst aan het Sociaal Maribel Fonds een verklaring op eer dat de werknemer waarvoor hij een tussenkomst van het fonds ontvangt, niet behoort tot een van de categorieën opgesomd in vermelde reglementering.

Een model van deze verklaring op eer wordt uitgewerkt door het Sociaal Fonds.

HOOFDSTUK XII -VOLTIJDS EN DEELTIJDS PERSONEEL

Artikel 25.

Wat de verdeling van de aanwervingen tussen deeltijdse en voltijdse werknemers betreft, komen de partijen overeen om de bestaande verhouding tussen deeltijds tewerkgestelden en voltijds tewerkgestelden te behouden.

HOOFDSTUK XIII - BIJZONDERE BEPALINGEN IN VERBAND MET DEELTIJDSE ARBEID

Artikel 26.

Voor de werknemers die aangeworven worden in toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, en die tewerkgesteld worden bij meerdere beschutte werkplaatsen, kan de arbeidsduur lager liggen dan één derde van de wekelijkse arbeidsduur van de voltijds tewerkgestelde werknemers die in de werkplaats tot dezelfde categorie behoren, en dit in toepassing van de afwijking die voorzien is in artikel 11 bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

AFDELING II - SOCIALE WERKPLAATSEN

HOOFDSTUK XIV - VERMINDERING VAN DE WERKGEVERSBIJDRAGEN VOOR DE SOCIALE ZEKERHEID

Artikel 27.

De in artikel 2 bedoelde werkgevers verbinden er zich toe, zoals bepaald in artikel 32, een bijkomende inspanning te doen voor de tewerkstelling onder de vorm van een netto aangroei van het aantal werknemers ten belope van ten minste de opbrengst van de bijdragevermindering bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit en van de evenredige vermeerdering van het totaal arbeidsvolume in vergelijking tot de tewerkstelling en het arbeidsvolume in vergelijking tot de tewerkstelling en het overeenstemmende kalenderkwartaal van het door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Minister van Sociale Zaken bepaald referentiejaar.

Artikel 28.

De vermindering van de werkgeversbijdragen waarvan sprake in artikel 28, bedraagt 288,18 EUR per werknemer die ten minste 50% tewerkgesteld is en per kwartaal. Cfr. artikel 2 §1 van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

HOOFDSTUK XV - INNING EN BESTEMMING VAN DE BIJDRAGEVERMINDERING

Artikel 29.

Partijen komen overeen het Sociaal Maribel Fonds te belasten met het ontvangen, controleren, beheren en toewijzen voor de in artikel 28 vermelde objectieven, van, de

integrale opbrengst van de in voornoemd artikel bedoelde bijdragevermindering.

Artikel 30.

§1. de werkgevers, die de netto-aanwervingen en de evenredige vermeerdering van het totaal arbeidsvolume zullen realiseren, dienen vooraf aan het Sociaal Maribel Fonds hun toetreding mede te delen. Dit gebeurt met een toetredingsakte die minstens een uitvoerige omschrijving bevat van de verbintenissen die de werkgever inzake tewerkstelling aangaat en die het akkoord van partijen weergeeft.

Het model van toetredingsakte wordt vastgesteld door het Sociaal Maribel Fonds.

§2. Het Sociaal Maribel Fonds bepaalt de procedure van aanvraag en toekenning van de extra tewerkstelling. De aanwervingstermijnen zijn deze vastgelegd door het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

§3. De netto-aangroei en de evenredige vermeerdering van het totaal arbeidsvolume worden berekend volgens de bepalingen vermeld in artikel 53 van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

§4. De tussenkomst van het Sociaal Maribel Fonds aan de werkgever, bedraagt maximaal 31.532,06 EUR per jaar en per voltijds equivalent aangeworven bijkomende werknemer.

Artikel 31.

De netto-aanwervingen dienen te beantwoorden aan volgende voorwaarden:

- het percentage deeltijdse werknemers kan minder dan 25 procent bedragen van het totaal aantal bijkomende aanwervingen gezien de sector werkt met specifieke doelgroepen.
- de toewijzing van nieuw aan te werven functies moet gebeuren in functie van de verlaging van de werkdruk van het reeds aanwezige personeel.

Worden niet beschouwd als nieuw aangeworven werknemers:

- de werknemer aangeworven ten gevolge van een fusie of een overname van een andere instelling of ingevolge een transfer binnen instellingen die tot dezelfde groep behoren
- de werknemer aangeworven in het kader van het koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden in toepassing van de artikelen 7 §2, 30 §2 en 33 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

Artikel 32.

§1. Met toepassing van het koninklijk besluit van 18 juli 2002, zal elke werkgever om de zes maanden een verslag aan het Sociaal Maribel Fonds bezorgen.

Het niet respecteren van deze bepaling kan gezien worden als een inbreuk die kan leiden tot sancties zoals voorzien in het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

De gegevens die het verslag moet bevatten worden vastgelegd in het Sociaal Maribel Fonds en kenbaar gemaakt aan de werkgevers. Een model van dit semestrieel verslag wordt uitgewerkt door het sociaal maribel fonds.

Voormeld verslag zal in de ondernemingsraad, of bij ontstentenis, met de vakbondsafvaardiging worden besproken. Het dient ter goedkeuring ondertekend te worden door de werknemersafgevaardigden behorende tot de syndicale organisaties die in het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen en Sociale Werkplaatsen vertegenwoordigd zijn.

Bij gebrek aan sociaal overlegorganen in de werkplaats dient een copie van het semestrieel rapport verzonden te worden aan de vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties vertegenwoordigd in het Sociaal Maribel Fonds.

§2. Daarnaast bezorgt iedere Sociale Werkplaats die toetreedt tot deze collectieve arbeidsovereenkomst een trimestriële prestatiestaat aan het Sociaal Maribel Fonds met daarbij de kopies van de arbeidsovereenkomst van nieuw aangeworven werknemers.

Deze trimestriële prestatiestaten dienen uiterlijk 14 dagen na de uiterste indieningsdatum van de RSZ-aangifte in het bezit van het Sociaal Fonds te zijn.

Na ontvangst, door het Sociaal Fonds, van de arbeidsovereenkomst, gesloten met ofwel het nieuw aangeworven bijkomend personeelslid, ofwel met het personeel waarvan de tewerkstellingstijd uitgebreid wordt, worden de voorschotten per kwartaal uitgekeerd.

Een model van dit trimestrieel verslag wordt uitgewerkt door het Sociaal Fonds.

HOOFDSTUK XVI - GELDIGHEIDSDUUR

Artikel 33

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt betekend per ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de beschutte werkplaatsen en de sociale werkplaatsen.
